RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

MARDI 11 FEVRIER 2014 : LE CESE A PRESENTE SON ETUDE

« LA STRATEGIE D'INVESTISSEMENT SOCIAL »

Du fait du vieillissement de la population, des évolutions du marché du travail et des mutations familiales, les besoins sociaux ne cessent d'augmenter et de se diversifier. La croissance économique ralentie, le chômage et la crise réduisent les ressources disponibles pour les politiques sociales. Est-il possible de faire face à des besoins sociaux croissants dans un contexte économique particulièrement contraint ? Pour répondre à ce défi, une nouvelle orientation générale pour la protection sociale est discutée. Appelée stratégie d'investissement social, cette approche vise à préparer les individus à faire face aux nouveaux risques sociaux et à contribuer à bâtir une nouvelle économie, fondée sur le savoir et les qualifications. Il s'agit de situer l'intervention sociale le plus en amont possible afin de minimiser les risques sociaux, et d'accompagner les individus tout au long de leur parcours de vie et de permettre à tous de travailler dans les meilleures conditions.

Dans une étude sur « La stratégie d'investissement social », le Conseil économique social et environnemental (CESE) apporte un éclairage sur cette approche et questionne sa pertinence pour la situation française, en la comparant notamment avec des situations internationales (Grande Bretagne, Allemagne, Suède, Danemark…). A partir d'une analyse de l'évolution récente de l'économie et des risques sociaux, elle mène une réflexion d'ensemble sur la protection sociale et son évolution possible voire nécessaire et analyse les voies de mise en œuvre d'une stratégie d'investissement social en France. Rapportée par Bruno Palier (Personnalité Associée, Directeur de recherches du CNRS à Sciences po) au nom de la section des Affaires sociales et de la santé du CESE présidée par François Fondard (Groupe UNAF), cette étude a été présentée à la presse le mardi 11 février à 12h.

Dans le contexte d'austérité budgétaire actuel, de nouvelles réformes de la protection sociale vont être envisagées et mises en place, sans qu'une réflexion d'ensemble sur les choix à faire n'ait toujours été véritablement menée. Cette étude permet de poser les questions de l'orientation générale à donner aux réformes de la protection sociale et montre comment celles-ci peuvent contribuer à une stratégie de croissance fondée sur la montée en gamme et en qualité. Dans cette perspective, Louis Gallois (commissaire général à l'investissement) viendra discuter les apports de cette étude lors de sa présentation en séance plénière au CESE.

Préparer pour avoir moins à réparer

Les politiques sociales interviennent le plus souvent après coup, une fois le risque advenu. **Pour faire face aux enjeux présents et à venir, l'approche en termes d'investissement social invite à faire remonter l'intervention sociale vers l'amont.** Il s'agit notamment de répondre aux nouveaux besoins sociaux liés à la montée des inégalités, de la précarité et de la pauvreté laborieuse, aux phénomènes d'exclusion du marché du travail liés au manque de qualification ou aux difficultés à concilier vie familiale et professionnelle (notamment pour prendre en charge les personnes dépendantes, enfants, handicapés ou personnes âgées), l'absence de protection sociale adéquate pour les personnes ayant des parcours professionnels interrompus et/ou ou incomplets.

Alors que l'on a longtemps opposé l'économique et le social, l'approche en termes d'investissement social insiste aussi sur la capacité de certaines politiques sociales à stimuler la croissance et l'emploi. L'objectif est de préparer la main d'œuvre de demain, pour une économie où les qualifications sont essentielles. Il s'agit aussi de prévenir et minimiser les risques sociaux et ainsi

réduire les dépenses qui leur sont liées. Il s'agit enfin, par des politiques de formation et de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, de permettre à tous (hommes et femmes, jeunes et salariés vieillissants) de travailler, donc d'augmenter les taux d'emploi, et donc les contributions de chacun au financement du système de protection sociale.

Mieux inscrire les politiques sociales dans le parcours de vie des personnes

L'étude souligne les difficultés du système actuel à relever le défi de l'accueil, de l'éducation et de la prévention pendant les premières années de la vie des personnes, et à accompagner les transitions difficiles entre les différentes étapes de la vie.

L'étude invite à organiser la protection sociale comme un accompagnement, tout au long du parcours de vie des individus, et à rompre avec le cloisonnement des interventions à des moments ponctuels (chômage, maladie…). Ces parcours devraient être construits autour de deux axes :

- *l'anticipation*, prévenir l'occurrence de difficultés ultérieures, par une démarche de prévention et d'investissement dans les capacités de chacun;
- *une intervention récurrente et coordonnée tout au long de la vie.* Elle permet d'apporter une réponse précoce et adaptée afin d'accroître l'efficacité et de limiter la durée de l'intervention.

Au regard des objectifs ambitieux fixés en matière de protection sociale, on peut comme le souligne l'étude considérer que la France a des progrès à faire dans les domaines suivants:

- L'accueil de la petite enfance
- La structuration et la professionnalisation des filières des métiers de la petite enfance et de l'aide à la personne (ex : développement des formations des professionnels)
- Le développement d'une école qui donne sa chance à tous.
- L'investissement dans la jeunesse (sécuriser la recherche du premier emploi, mettre fin à l'empilement de dispositifs locaux et ad hoc destinés aux jeunes)
- La formation pour tous et tout au long de la vie professionnelle (chômeurs, peu qualifiés, plus de 50 ans…)
- La conciliation entre vie professionnelle et vie familiale
- La prévention en santé, notamment au travail
- L'accompagnement des personnes dépendantes, handicapées ou seules

Une cartographie des pistes de financement envisageables

L'étude rapproche l'économique et le social en les mettant réciproquement au service l'un de l'autre dans le but de diminuer les dépenses et d'accroitre les recettes. Pour financer les investissements sociaux nécessaires, elle envisage plusieurs pistes :

- **Obtenir des gains d'efficacité** du système existant : notamment en *rationalisant le recours aux médicaments et aux examens médicaux, en renforçant la prévention et l'information en matière de santé, en investissant dans la formation initiale puis tout au long de la vie pour contribuer à faire baisser le chômage.*
- **Opérer des redéploiements de dépenses en présentant des alternatives** en matière de politique familiale, prise en charge des jeunes enfants, politiques d'assistance, retraite, réorganisation des prestations
- **Générer de nouvelles recettes par la refonte du système de prélèvement fiscal et social**. L'étude soumet des pistes dans les deux domaines d'actions suivants mais souligne qu'aucune n'a fait consensus parmi les conseillers du CESE qui les ont examinées :

- Réexaminer les exemptions et exonérations de cotisations sociales
- Réviser le système de prélèvements obligatoires (par exemple en relevant le taux normal de TVA, en rendant légèrement progressives la CSG et la CRDS, ou encore en alignant le taux de CSG prélevé sur les retraités sur celui des actifs)

« *La mise en œuvre d'une stratégie d'investissement social en France est non seulement possible mais nécessaire si nous voulons faire de notre système de protection sociale une réponse efficace aux nouveaux besoins sociaux, et un levier de croissance économique soutenable. Reste à arbitrer la question du financement d'une telle stratégie, pour lequel le CESE a identifié plusieurs pistes.* »

Pour réfléchir aux moyens de redonner leur place aux politiques sociales dans l'économie et la société française, cette étude a adopté une approche transversale, en s'appuyant notamment sur les travaux précédents du CESE qui dessinent une stratégie économique globale. Visiter http://www.lecese.fr/travaux-du-cese/travaux-publies pour consulter les autres travaux du CESE notamment : *Comment en finir avec les inégalités à l'école ?* (Nau, 2011) ; *La compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle de développement,* Isabelle de Kerviler, octobre 2011 ; *Les enjeux de la prévention en matière de santé* (Corne et Etienne, 2012) ; *Femmes et précarité* (Duhamel et Joyeux, 2013) ; *L'emploi des jeunes* (Prévost, 2012) ; *Le travail à temps partiel* (Milewski, 2013).

Contacts presse

Victor Boury
01 80 50 53 14
06 61 34 22 22
victor.boury@clai2.com

Victor de Moulins
01 80 50 53 12
06 58 62 81 21
victor.demoulins@clai2.com

Emilie Humann
01 44 69 54 05
07 77 26 24 60
emilie.humann@clai2.com